Le printemps est en marche. En deux semaines, les grévistes ont démontré énergie et détermination : nombreuses manifs de soir où des milliers de personnes persistent malgré la répression, présence de plus de 75 000 personnes à la manifestation nationale de 2 avril, etc. Le printemps en cours porte déjà tous les signes d'un mouvement combatif, qui réussit à imposer l'austérité et les hydrocarbures dans le débat social, ainsi qu'à inscrire la grève comme moyen de lutte pour des syndicats pour le moins frileux. Déjà, la mobilisation étudiante a permis de créer un climat où plusieurs syndicats locaux de travailleurs-euses pressent leurs centrales de mettre en oeuvre un véritable plan d'action vers la grève ou votent carrément des grèves sociales, parfois illégales, pour le 1er mai.
Mais les attaques subies par les grévistes sont tout aussi vives. Les expulsions politiques à l'UQAM, les injonctions et la brutalité policière s'attaquent au droit le plus fondamental à la manifestation et au débrayage. Laisser passer de telles injures risque de créer un dangereux précédent, mettant en péril la possibilité de grèves futures, dont nous savons qu'elles seront nécessaires. Si à ce stade-ci la reconduction est cruciale, c'est parce qu'il faut à tout prix empêcher les expulsions politiques d'entrer dans l'arsenal répressif des bureaucrates. S'il y a bien une revendication essentielle, c'est la cessation de ces attaques envers le principe même du militantisme étudiant, dont le ministre Blais est personnellement responsable.

1. Parce qu'il faut refuser le profilage et la répression politique
L'expulsion de neuf étudiant.e.s par la direction de l'UQAM est une mesure d'intimidation inacceptable, qui pénalise des pratiques militantes fondamentales. Les actes reprochés – jouer avec des interrupteurs pendant une levée de cours, profiter de la venue d'un ministre à l'université pour le questionner sur ses liens avec les entreprises pétrolières – ne sont pas seulement inoffensives mais sont partie prenantes de la militance étudiante. Avec l'injonction qui est tombée sur des associations étudiantes de Québec, de Sherbrooke et de Montréal, c'est la possibilité même du débrayage qui est attaquée, par la criminalisation des levées de cours, qui demeure le nerf de la grève. Jeudi dernier une étudiante de l'UQAM a été mise en arrestation par les Gardas et remise à la police, simplement pour avoir fait respecter les levées de cours.
De sorte qu'abandonner le combat maintenant équivaudrait à entériner cette criminalisation du militantisme étudiant et abandonner les étudiant.es expulsé.es de l'UQAM à leur sort. Le gouvernement menace déjà l'ensemble du mouvement, rendant claire la commande politique : "2 à 3 expulsions par jour", recommande le ministre Blais. Pour empêcher ce dangereux précédant de miner la possibilité de grèves futures, il est impératif de reconduire la grève générale au moins jusqu'à l'abandon des procédures d'expulsion et l'echec des injonctions.

2. Parce qu'il faut remettre de l'avant nos revendications
Nous sommes entré.es en grève avec des revendications on ne peu plus claires: l'abandon des mesures d'austérité du Parti libéral et la cessation des activités d'extraction et de transport d'hydrocarbures sur le territoire. Une telle grève politique, visant non pas des intérêts corporatistes strictement étudiants, mais des enjeux fondamentaux qui concernent la population entière, n'avait pas été vue depuis les années 1960 au Québec. Il faut être fiers.ères du courage des grévistes et des manifestant.es, qui bravent la police pour des enjeux qui dépassent largement leur intérêt personnel.
Rappelons-nous que jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a reculé sur aucune des revendications du Printemps 2015. L'austérité s'est même aggravée avec l'insolent budget Leitao, tandis que les forages se poursuivent en Gaspésie et les prospections à l'Île d'Anticosti. Le silence sur ces questions cruciales est accablant. C'est pourquoi il revient au mouvement actuel d'imposer la résistance aux catastrophes écologiques et la lutte aux mesures d'austérité comme un enjeu central de la grève. Tant que les convois de la mort – ceux de Mégantic! – sillonneront le Québec pour débarrasser l'Alberta de sa boue toxique, nous ne serons pas en paix. Nous devons nous offrir la possibilité de mettre ces revendications de l'avant.

3. Parce que la répression policière ne nous fera pas reculer
La première semaine de la grève a d'emblée prouvé que les flics attaquent les manifestant.es parce que leur fonction est d'imposer brutalement leur suprématie afin de protéger l'ordre social en place. La lâcheté abjecte de la police de Québec, qui a défiguré Noémie Tremblay-Trudeau en lui tirant une cartouche lacrymogène à moins d'un mètre du visage, exige de nous une réponse proportionnée, à la hauteur de l'affront. Noémie a lancé un appel clair à poursuivre le mouvement, refusant de se laisser intimider par la psychopathie policière. Ce phénomène doit faire l'objet d'un sérieux débat de société, pour remettre en question l'ampleur du pouvoir discrétionnaire accordé aux policiers-ères. D'autant plus qu'en contexte d'austérité, les budgets faramineux des corps de police (640 millions pour le SPVM seulement) et de sécurité privée (500 000$ pour les nouveaux gardas de l'UQAM) sont complètement injustifiables.

4. Parce que le repli n'est pas stratégique
Après seulement deux semaines de débrayage et avec le récent ajout du Cégep Marie-Victorin, ce sont déjà près de 60 000 étudiant.e.s qui sont en grève, sans compter les mandats de grève ponctuelle pour le 2 avril (120 000 grévistes) et le 1er mai ou les débrayages dans les écoles secondaires. À titre comparatif, cela avait pris deux semaines pour que la grève de 2012 atteigne 65 000 étudiant.e.s, à peine plus que le mouvement actuel.
En outre, cette fois la grève n'attire pas que les institutions d'enseignement. Le 1er mai prochain, une panoplie de syndicats locaux, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, mais aussi des organismes communautaires et des CPE se joindront au mouvement contre l'austérité, qui les affecte de plein fouet.
La proposition visant à reporter la grève à l'automne dans l'attente des travailleurs.euses, alors que les centrales syndicales assurent qu'elles n'ont aucune intention d'appeler à la grève, est pour le moins décevante. Nous savons au contraire que l'impulsion du mouvement étudiant peut être décisive pour instaurer un réel rapport de force et marquer la grève comme un moyen de lutte efficace. L'automne ne sera chaud que si notre mouvement aura construit sa puissance de combativité dans l'intervalle. Une grève n'empêche pas l'autre: au contraire, le Printemps 2015 conserve les acquis de 2012 en termes d'intelligence collective et de lucidité sur la malveillance politico-policière. De même, la grève du Printemps 2015 ne pourra qu'agir comme tremplin pour les grèves qui lui feront nécessairement suite. Mais son abandon laisserait un goût amer difficilement surmontable chez les grévistes qui placent leur confiance et leur espoir dans le mouvement présent. Pour ces raisons, et d'autres, il nous faut persister dans la grève générale jusqu'à obtenir satisfaction : pour la suite du monde et l'échec du désespoir.

Pour en savoir plus (un site qui vaut vraiment le détour) : http://printemps2015.org/fr/